

Quelque 25% de l'échantillon de l'AWID ont cité les ONGI parmi les sources de revenus en 2005. Les ONGI sont notamment des prestataires de services locaux, des organisateurs de campagnes, des organisations d'aide humanitaire, des organismes de subvention et/ou des chercheurs en matière de politique, et ce mélange peut en faire des partenaires compliqués.

1 L'AWID a enquêté auprès de quelque 1 000 organisations de femmes du monde entier, examiné la littérature, interrogé les donateurs, reçu des éclaircissements et des recommandations de 300 leaders des droits des femmes et partenaires de financement de 94 pays à la réunion de l'AWID et Semillas, intitulée 'Argent et mouvements', à Querétaro, au Mexique, fin 2006.

2 D'après le Funders Network on Population, Reproductive Health and Rights.

3 D'après l'enquête de l'AWID.

Où est l'argent pour les droits des femmes... et comment pouvons-nous l'obtenir?

Organisations non gouvernementales internationales (ONGI)

PROFIL

Les ONGI internationales sont de grandes organisations sans but lucratif de développement et des droits humains, qui opèrent généralement à partir de nombreux sièges dans le monde et sont financées par des particuliers, des gouvernements et/ou autres fondations. Les plus grandes ONGI ont des revenus supérieurs à de nombreux donateurs bilatéraux. Elles sont actives dans des pays plus nombreux et ont au moins autant d'influence pour attirer l'attention publique et politique.

Les ONGI jouent un rôle significatif pour soutenir les droits des femmes

Quelque 25 % de l'échantillon de l'AWID ont cité les ONGI parmi leurs sources de revenus en 2005 (pour 20% en 2000). Les ONGI totalisaient 14% des revenus cumulés de l'échantillon de l'enquête (au lieu de 12% en 2000).

Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont cité les ONGI suivantes (entre autres) comme source de financement des organisations des droits des femmes entre 2000 et 2005: Hivos, Cordaid, ICCO (Interchurch Organisation for Development Cooperation), la Fondation Heinrich Boll, les membres d'Oxfam international (notamment Oxfam-Novib, Oxfam Canada, Oxfam UK), ActionAid International, Terre des Hommes, Kvinna til Kvinna, Medica Mondiale, Misereor International, la CAFOD (Agence catholique pour le développement outre-mer), et Droits et démocratie.

Défis

Les ONGI sont des alliées complexes pour les organisations de femmes

Des cultures profondément masculines dominent ces organisations mélangées. En raison de leur passé de bienfaisance, de secours humanitaire et d'auto-assistance au développement, les ONGI tendent à considérer que les problèmes de pauvreté et d'inégalité sont purement économiques. Beaucoup tardent à reconnaître la pertinence de l'analyse des disparités entre les sexes. Comme elles doivent rendre des comptes à des donateurs publics et privés, généralement d'un seul pays du Nord mondial, leurs sources de financement asservissent les ONGI aux changements des politiques et de l'opinion publique.

Les ONGI sont notamment des prestataires de services locaux, des organisateurs de campagnes, des organisations d'aide humanitaire, des organismes de subvention et/ou des chercheurs en matière de politique, et ce mélange peut en faire des partenaires compliqués. Beaucoup de collectivités locales n'auraient pas d'enseignement, d'eau salubre et de services de santé sans les ONGI. Mais les ONGI doivent-elles financer les prestations sociales? Ou cela favorise-t-il un agenda de privatisation et contribue-t-il à réduire la responsabilité des gouvernements?

«À mon sens, le financement de base est la clé de la confiance que nous faisons à certains dirigeants sociaux et à leurs organisations. ... nous pourrions laisser le dirigeant/organisation/artiste social(e) poursuivre son travail. Nous pourrions lui donner un financement pluriannuel suffisant, assez d'argent pour les frais généraux, pour construire une organisation responsable avec un investissement suffisant en personnel, en systèmes et en innovations... Nous serions alors, et alors seulement, des bailleurs de fonds intelligents, qui reconnaissent leur rôle de promoteurs du changement social et du développement, sans prétendre être les transformateurs sociaux.» (Sylvia, directrice exécutive, Oxfam-Novib)

Les ONGI pressent souvent les bénéficiaires de participer aux campagnes mondiales qui tendent à régenter les agendas des ONGI, au même titre que la collecte de fonds. Beaucoup de groupements en faveur des droits des femmes se sentent exploités, parce qu'ils ont peu à dire dans les décisions et la mise en œuvre des campagnes. Le GCAP (Appel mondial à l'action contre la pauvreté), par exemple, a mobilisé les femmes mais n'a pas véritablement intégré d'analyse des disparités entre les sexes, destinée à mettre fin à la discrimination, ni abordé les droits reproductifs.

Beaucoup d'ONGI se sont rétractées de leurs engagements antérieurs à l'égard des droits des femmes

Les ONGI invoquent les raisons suivantes¹ pour faire marche arrière en matière d'égalité entre les sexes:

- L'agenda d'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes l'emporte, entraînant une diminution du personnel, des priorités et des budgets consacrés à l'autonomisation des femmes.
- La lassitude s'est installée concernant l'égalité des sexes, en particulier due à la concurrence de tant d'autres questions.
- L'aide au développement est devenue plus technocratique dans l'ensemble; l'égalité entre les sexes et des relations de pouvoir malaisées sont difficiles à intégrer dans un cadre logique.
- Certains responsables de projets de développement ne veulent pas utiliser des outils sexospécifiques.

Le personnel des ONGI, quant à lui, discute que certaines parties prenantes se sentent menacées par un agenda énergique en matière de droits des femmes. Il affirme que les mesures sont insuffisantes pour obliger le personnel et les partenaires à rendre des comptes en matière de promotion de l'égalité entre les sexes.

«À mon sens, le financement de base est la clé de la confiance que nous faisons à certains dirigeants sociaux et à leurs organisations. ... nous pourrions laisser le dirigeant/

organisation/artiste social(e) poursuivre son travail. Nous pourrions lui donner un financement pluriannuel suffisant, assez d'argent pour les frais généraux, pour construire une organisation responsable avec un investissement suffisant en personnel, en systèmes et en innovations... Nous serions alors, et alors seulement, des bailleurs de fonds intelligents, qui reconnaissent leur rôle de promoteurs du changement social et du développement, sans prétendre être les transformateurs sociaux.» (Sylvia, directrice exécutive, Oxfam-Novib).

Les ONGI font concurrence aux organisations de femmes quand il s'agit des ressources

Beaucoup d'ONGI collectent des fonds par les bureaux nationaux établis dans le Sud, compromettant ainsi l'accès des ONG locales aux ressources. En 2005, les ONGI ont reçu au moins trois fois plus d'APD que les groupes basés dans le Sud mondial. Souvent, seules les ONGI de grande envergure peuvent faire face aux exigences onéreuses de candidature à certaines ressources. En outre, les bureaux nationaux des ONGI dans le Sud mondial sont accusés de:

- Séduire les dirigeants et le personnel des organisations locales en offrant de meilleurs salaires et des avantages.
- Remanier puis s'attribuer le mérite des résultats de luttes de longue date menées par des groupes de femmes sous-financés, qui passent alors au second plan.
- Privilégier le financement de leurs propres idées et campagnes plutôt que le travail de terrain.
- Se positionner en fer de lance des questions des droits des femmes, faisant ainsi de l'ombre au travail politique, à la stature et à la capacité de collecte de fonds des organisations de femmes.

Les ONGI canalisent presque tous les fonds (surtout l'APD) destinés aux organisations locales

Les gouvernements nationaux et les donateurs bilatéraux acheminent de plus en plus les fonds destinés aux

¹ Lors d'une réunion convoquée conjointement par l'AWID et HIVOS en novembre 2006

ONG locales par les bureaux des ONGI dans les pays bénéficiaires.

Quelle valeur ajoutent-elles, demandent les critiques. Dans le passé, les ONGI harmonisaient leurs 'domaines de focalisation' avec leurs homologues locaux. Aujourd'hui, changement important, les ONGI tendent plutôt à sous-traiter la mise en œuvre de leurs propres programmes aux groupes locaux. donateurs stipulent des partenariats Nord – Sud, mais les ONGI contrôlent les fonds et donc le pouvoir.

Opportunités

Un nombre croissant d'ONGI considère l'égalité entre les sexes, les droits humains des femmes et le renforcement des mouvements comme des objectifs en soi. Les ONGI comptent de nombreux féministes qui préconisent les changements institutionnels et de meilleures façons de soutenir les mouvements de femmes dans le monde. En 2006, plusieurs ONGI (Hivos et Oxfam-Novib, par exemple) ont renforcé leur engagement à l'égard des droits des femmes en promettant de fournir un financement de base pluriannuel pour soutenir les ONG du Sud mondial.

- Hivos propose «genre, femmes & développement» comme l'un de ses sept thèmes fondamentaux et a dépensé 10,1 millions USD en 2005 pour les organisations de femmes, en particulier celles qui ont des revenus moyens. Pour 2010, 30% du total des fonds Hivos iront aux organisations de femmes.
- Oxfam a octroyé collectivement un peu moins de 10% de son budget total 2005 aux droits des femmes et des minorités. En 2006, Oxfam Canada s'est engagée à faire des droits des femmes son thème central, avec un budget de 12 millions de dollars.
- Les droits des femmes sont un des sept thèmes fondamentaux d'ActionAid International. En 2005, l'organisation a dépensé 8,2 millions USD en subventions aux organisations travaillant aux droits des femmes.
- «Droits des femmes» est l'un des sept «programmes et activités» de Droits et démocratie (Canada). En 2006, le total des dépenses pour ce programme s'élevait à 2 147 518 USD.
- Comic Relief finance aujourd'hui des groupes locaux plus petits, par l'intermédiaire d'organisations africaines de subvention, notamment le Fonds de développement des femmes africaines.

Des dizaines d'ONGI représentatives² préconisent des manières pour les ONGI de soutenir les mouvements en faveur des droits des femmes plutôt que de les affaiblir:

- Les ONGI doivent identifier et soutenir les organisations et mouvements qui peuvent faire avancer un agenda des droits des femmes.
- Les ONGI doivent mettre à disposition une série de subventions d'importances diverses pour que les petits groupes puissent, comme les plus grands, accéder aux fonds des ONGI en vue d'intensifier leur travail.
- Les ONGI établies en Europe doivent faire pression ensemble pour inclure les droits des femmes dans les lignes budgétaires du développement (pas seulement dans les politiques) au niveau des pays et de l'UE.
- En ce qui concerne les campagnes mondiales, les ONGI doivent s'effacer pour soutenir les organisations des droits des femmes.
- Les ONGI peuvent et doivent soutenir les campagnes politiques nationales des organisations des droits des femmes s'il y a lieu.
- Les ONGI doivent nouer des liens avec le mouvement des femmes du Nord, pour former des alliances en vue de faire pression sur les gouvernements du Nord, en vue d'éduquer et d'organiser la solidarité.
- Les ONGI doivent travailler ensemble pour assurer un financement de base plus substantiel aux organisations des droits des femmes à tous les niveaux (national, régional et international).

² À la même réunion de l'AWID/HIVOS.